



**Arrêté réglementant temporairement
la circulation et le stationnement
Avenue des Contents**

Mairie de Régusse

83630

Téléphone : 04 94 70 16 23

Télécopie : 04 94 70 18 74

Le Maire de Régusse,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 1311-5, L 1311-7, L 2211-1, et suivant,

VU le Code de la Route et notamment les articles L 411-1, R 411-21-1, R 411-25, R 411-26 et R417-10,

VU le de la voirie routière et notamment les articles L113-2 et R116-2,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4, L2125-1 à L2125-6, R2122-1 à R2122-8,

VU L'arrêté du 11 février 2008 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

VU L'arrêté du 18 décembre 2015 N°311/2015 portant règlement de voirie,

VU La délibération du Conseil Municipal N° 2020-054 et sa séance du 23 octobre 2020,

VU la délibération du Conseil Municipal du 16 octobre 2020 portant sur les droits fixes et les droits de voirie pour toute délivrance d'autorisation ponctuelle ou annuelle même en cas de gratuité d'utilisation du domaine public,

VU la demande en date du 26 septembre 2023 déposée par SOLUTIONS 30 2229 route des Crêtes 06560 Valbonne représentée CHAIB Hamed pour le compte d'ORANGE, pour les travaux de remplacement d'un poteau télécom,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement pour le remplacement d'un poteau télécom avenue des Contents sur la commune de Régusse,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : **Objet et lieu de la demande**

Nature des travaux réalisé : remplacement d'un poteau télécom

Lieu de réalisation : avenue des Contents (1 poteau – 91293)

Article 2^o : **Route soumise à restriction**

Afin de garantir la sécurité des usagers de la route, des riverains et des intervenants sur le chantier, durant toute la durée des travaux sur la voie citée dans l'article 1, la circulation est régulée provisoirement, le trottoir est interdit aux piétons dans la zone de travaux.

Aucune voie supplémentaire n'est soumise à restriction durant les travaux.

Article 3 : **Durée de l'autorisation et prescriptions**

7 jours à compter du lundi 23 octobre 2023

En raison des restrictions qui précèdent :

- Interdiction aux piétons de circuler dans la zone des travaux

- Circulation régulée manuellement.
- Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place des panneaux de signalisation appropriés. Après travaux la chaussée doit être remise en l'état.
- La voie publique utilisée par le chantier doit être nettoyée tous les jours en fin de travail et débarrassée de tous les déblais et débris divers.
- Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place des panneaux de signalisation appropriés par la société intervenante. Après travaux la chaussée doit être remise en l'état.

Article 4 : **Signalisation du chantier et obligation**

Le bénéficiaire doit signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes : La signalisation par feux tricolores et l'interdiction est conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministérielle du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise : **SOLUTION30 SAS**

La signalisation de l'interdiction de stationnement est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise SOLUTION30 SAS, et devra être mise en place dans les délais réglementaires (7 jours avant)

Obligation est faite à l'entreprise de prévenir les services techniques et la police Municipale **au minimum 2 jours avant, le commencement des travaux.**

Article 5 : **Responsabilité**

Toute contravention au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : **Protection et sécurité**

Afin de préserver la sécurité des travailleurs, des piétons et des biens, tous les véhicules, irrégulièrement stationnés dans la zone réglementée par le présent arrêté ou gênant le déroulement des travaux, ou présentant un risque pour lui-même sont en infraction, ils sont considérés comme gênant et peuvent être mis en fourrière.

Article 7 : **Recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Draguignan. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. Le requérant peut saisir le tribunal Administratif de Draguignan de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours Citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 : **Exécution**

Ce document est publié et transmis à Mme le Directeur Général des Services de la mairie de Régusse, Mr le commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aups, Mr le chef du centre de secours, Mme la Responsable de la Police Municipale, qui sont chargés, chacun en ce qui les concerne de son application.

Fait à Régusse le 05 octobre 2023.

Le Maire,
Renée JEANNERET



Certifie exécutoire du présent arrêté :